

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1969)
Heft: 109-110: L'état de la question : épargne négociée et pouvoir économique

Vorwort: Avant-propos
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

AVANT-PROPOS

« Domaine public » se présente sous un aspect inhabituel : un cahier, consacré à un sujet unique. Il nous faut donc donner les raisons qui justifient le format et le choix.

Quinzaine après quinzaine, nous avons relevé des traits dominants de l'économie suisse : sa croissance, son expansion internationale, la cohésion de ses états-majors. La description devient, si elle n'est qu'un regard, complaisante; on donne des noms, des chiffres. Mais cette évolution ne pouvons-nous pas l'influencer ?

Une idée s'est imposée à nous que n'ont dévalorisée ni les modes ni les circonstances. Les salariés doivent affirmer leurs droits sur l'enrichissement national, sur l'augmentation des biens de production. Car la richesse s'accumule en dehors d'eux. Aujourd'hui, comme il y a un siècle, elle ne va qu'aux détenteurs de capitaux.

Cette revendication des salariés ne saurait être pensée dans une perspective traditionnelle : faire de chacun d'eux des petits actionnaires. Il importe qu'à travers leurs organisations syndicales, ils prétendent à un véritable pouvoir économique.

Les moyens sont connus. Ils peuvent être mis en place sans casser l'expansion ou la machine économique. Dans de nombreux pays industriels, la recherche se fait dans la même direction; il y a là comme une confirmation internationale.

Le cahier reprend donc de manière plus systématique des thèmes que nous avions traités en ordre dispersé. Par un regroupement, il fallait donner plus de poids à l'exposé, offrir un document de référence

plus facile à manier ou à retrouver. Dans notre esprit, il ne s'agit pas d'une commodité pour rangement de bibliothèque, mais d'un moyen de relancer plus largement la discussion publique et l'action.

Nous avons abordé ce sujet de la manière suivante. Quelques traits de la société industrielle contemporaine, c'est notre premier chapitre, pour situer dans son contexte la revendication nouvelle.

Ensuite, l'exposé même des raisons d'être d'un Fonds syndical, avec en annexe quelques définitions économiques. Puis deux documents : une étude de la bourse suisse, publiée dans D.P. 102, et une prise de position syndicale, dans l'organe de la F.O.M.H. Enfin nous avons pensé qu'un état de la question dans les principaux pays, avec des références bibliographiques pourrait rendre service.

Lausanne, le 24 avril 1969.